

DECLARATION DES SYNDICATS CGT ET CGC DE FRALIB GEMENOS

NOTRE USINE, UN ESPACE DE LIBERTE, DE FRATERNITE ET DE TRAVAIL

Depuis plusieurs jours, la direction de Fralib a multiplié les provocations, installant une milice privée, de véritables mercenaires entraînés au combat pour exaspérer les salariés, les intimider : contrôle d'identité à l'entrée de l'usine, tentative d'interdire l'entrée des délégués dans l'usine, pressions à l'encontre des travailleurs, coupures d'électricité dans le local syndical

La visite, la semaine dernière, d'une société de déménagement industriel, a été confirmée par un courrier envoyé hier par la direction de Fralib aux représentants du personnel annonçant la mise en œuvre du démontage de l'outil de production. De plus, elle annonce dans ce courrier la mise en place d'un « barrage physique » entre l'usine et le local syndical interdisant toute possibilité aux salariés de venir consulter leurs représentants. Un nouveau mur de la honte en quelque sorte. Cette situation est d'autant plus intolérable qu'elle s'accompagne depuis plusieurs semaines d'une mise sous surveillance constante des salariés et de leurs élus portant atteinte à la liberté syndicale dans la droite ligne de la politique liberticide d'extrême droite de Sarkozy, président des riches mis au rencart. Si, par ces mesures, la direction croyait impressionner les salariés, c'est un nouvel échec. Si elle croit élever ainsi des digues contre le nouveau cours politique, nous agissons pour que la justice, le droit au travail, l'avenir industriel de notre pays soient les éléments centraux du progrès économique et social.

Cette situation totalement intolérable place les travailleurs de Fralib et leurs élus syndicaux, en situation de légitime défense pour sauvegarder leur usine. Ils ont décidé de reprendre leur entreprise et de mettre dehors les miliciens. Cela s'est passé calmement, sans heurt ni violence en contradiction flagrante avec les élucubrations de Bruno Witvoet, PDG d'Unilever France. La présence nombreuse des militants CGT du département, de la profession et des salariés de l'usine montre la forte mobilisation et la puissante solidarité autour des Fralibiens. La venue spontanée de nombreux responsables des partis de gauche, de personnalités et représentants des collectivités territoriales a confirmé leur soutien à la lutte des salariés.

Aujourd'hui, au petit matin, les salariés de Fralib ont repris pleine possession de leur usine et de leur outil de travail, outil que nous avons toujours affirmé protéger pour permettre la mise en œuvre de notre solution alternative. Si des dérapages pouvant conduire à des drames humains se produisaient, ils seraient de la seule responsabilité de la direction de Fralib du groupe Unilever et du gouvernement encore en place avant le passage de responsabilité au nouveau Président de la République et son gouvernement.

Cette usine que Fralib voulait transformer en camp retranché gardé par la milice et des maîtres-chiens est redevenue ce matin, à l'aube, un espace de liberté, de fraternité, de lutte collective pour le droit de travailler et de vivre dignement ici à Gémenos. Depuis septembre 2010, nous affirmons qu'aucun boulon ne sortira de notre usine. On ne lâchera rien !!!

Maintenant, l'heure est à la prise en compte réelle de notre projet alternatif. Nous sommes disponibles à tous moments pour engager les négociations nécessaires. Toutes les forces, et notamment François Hollande, Président de la République, qui soutiennent notre projet, doivent concrétiser leurs engagements dans la plus grande cohérence pour imposer au groupe Unilever qu'il assume ses responsabilités.

Gémenos, le 11 mai 2012